

A propos des assises de l'entomologie française

L'Union de l'Entomologie française (UEF) a organisé le 24 novembre 2012 à Lyon des assises intitulées « Le devenir de l'UEF ». Il s'agissait, comme l'indique leur texte introductif, de « [...] donner des objectifs complémentaires à l'UEF plus proches des objectifs des associations [...] ». Les associations entomologiques comme *oreina* ont été sollicitées et nous avons élaboré un texte contributif après consultation des membres. Ce texte est consultable sur le site d'*oreina* et celui du GIRAZ-Zygaena sur le site www.giraz.fr.

Durant la phase de consultation, nous avons contacté Henri Descimon pour avis et suggestions sur la base du projet de contribution du GIRAZ, pour qu'il s'exprime sur le devenir de l'UEF. Après plusieurs échanges de courriels, nous publions son texte. Fort de son expérience, son regard est particulièrement intéressant, tant sur le devenir de l'UEF que sur les entomologistes. Henri Descimon fait référence dans les premiers paragraphes à ma contribution. Pour résumer, j'indiquais que : « Dès sa création, les professionnels de l'entomologie : muséums, INRA, OPIE (membre fondateur), universités... n'ont pas été impliqués ; le conseil d'administration devrait intégrer leurs représentants. Par ailleurs, les associations régionales, piliers de cette fédération, n'ont pas ressenti les apports de l'UEF et au fil du temps, cette fédération a fonctionné en vase clos. Mieux communiquer passe par des rencontres avec les associations (ce que le président Jean-Jacques Bignon avait initié) avec des rencontres annuelles où toutes les associations et individus se réuniraient pour échanger (style « Assises nationales de l'Entomologie »). Cette fédération devrait s'appuyer sur un réseau de correspondants locaux dans les régions. Mieux informer les entomologistes de l'actualité : un agenda permanent des manifestations entomologiques (sorties, bourses, publications, etc.) serait le bienvenu. Les statuts de l'UEF étant assez généraux, la politique dépend beaucoup de celle du président. Lors de son élection, il doit fournir un projet et des objectifs précis.

Je rejoins par ailleurs les idées de David Demergès sur les listes d'insectes que l'UEF pourrait labelliser. Par ailleurs, je suis favorable à une implication active en faveur de la protection de la nature (par exemple en adhérant à France Nature Environnement). Les formations en entomologie (universitaires, postes, diplômes, etc.) sont à développer en recréant des filières. Enfin, pour retrouver son dynamisme, il est nécessaire que l'UEF ait un financement propre, du personnel et des représentants disponibles et représentatifs, c'est-à-dire élus avec une participation importante. Ces trois conditions ne sont pas réunies actuellement.

SYLVAIN DELMAS

“

Dans ma tour d'ivoire, j'ai été informé assez tard des assises de l'Union de l'Entomologie française. Néanmoins, j'ai lu avec attention les textes de Sylvain Delmas (entre autres) et essayé de réfléchir dessus ; le résultat de ces réflexions est loin de me satisfaire. Je préviens mes lecteurs que je ne développerai pas de commentaires sur des problèmes comme la mise à jour des listes, des ZNIEFF, des statuts réglementaires, etc. car je trouve ce que dit Sylvain Delmas très sensé. Et puis le temps presse, et cela demanderait un investissement long et poussé de ma part. Et je ne le peux pas. Il faudrait d'abord clarifier, poser des questions, élaborer des stratégies. Quelle est la situation ? Peut-on y remédier ?

Pour ma part, je suis très las. J'ai un souvenir très vif de la première réunion à Grenoble, où j'avais présenté des textes déjà assez pessimistes.

On parle de professionnalisation. Or, moi, depuis ma retraite, je m'amateurise. Quand j'élève des papillons, quelle que soit l'espèce, je suis en infraction selon la nouvelle loi portant sur l'élevage et la détention des « espèces sauvages » (je ne sais même pas si mon statut d'an-

cient chercheur me donnerait le droit de postuler à une « habilitation » devant les services vétérinaires). J'ai voulu faire les démarches pour l'obtenir; on m'a demandé 1850 euros pour les frais de dossier et d'organisation de l'« examen ». Quand j'ai voulu, il y a quelques années, aller récolter du matériel pour une nouvelle analyse des Lysandra espagnols, j'ai dû passer par SHILAP et payer plusieurs centaines d'euros.

Mais d'abord, qu'est-ce que l'« Entomologie française » ? Et les « entomologistes français » ? Voyons un peu.

- Les « amateurs-collectionneurs » d'abord. Ils sont difficiles à recenser. Qui, parmi nous, n'a pas rencontré un jour un collègue, muni d'un filet, qu'il ne connaissait ni d'Ève ni d'Adam et qui reconnaissait pratiquer une quasi-clandestinité par crainte de représailles ? Le contexte répressif actuel incite pas mal de gens à se cacher, à braconner. Par une intéressante généralisation, les « gens qui commandent », ceux qui ont du pouvoir au sens foucauldien du terme, affichent une piètre estime pour l'ensemble des entomologistes, clamant que ce sont tous des collectionneurs bêtes qui dissimulent leur manie sous des oripeaux scientifiques. Il y a déjà longtemps, un grand Monsieur décideur m'avait dit sans ambages qu'il fallait se débarrasser de tous ces gèneurs, amateurs mais aussi professionnels, qui perturbaient les plans d'aménagement du territoire (mais, on le verra plus loin, cette tendance semble régresser, quoique...) En fait, dans leur grande majorité, les collectionneurs possèdent au moins une compétence en Systématique : ils savent identifier leurs captures. Souvent à juste titre, ils se sentent privés de la liberté

légitime de chasser et de collectionner des insectes ; ils sont par ailleurs souvent, mais pas toujours, conscients de la nécessité de ne pas contribuer (d'une manière en général mineure) à affaiblir un peu plus les populations des espèces vulnérables.

- Il y a(vait) aussi de véritables scientifiques amateurs d'envergure ; j'en ai connu beaucoup qui, dans le contexte d'il n'y a pas bien longtemps, arrivaient à égaler, voire à dépasser en compétence, et plus encore en niveau de motivation, pas mal de professionnels. Ceux-là sont des espèces vouées à une extinction prochaine : pour faire de la science, il ne suffit plus d'un binoculaire, il faut tout un labo de biologie moléculaire ; il faut aussi maîtriser des méthodes d'analyse très pointues du côté mathématique. Ce qui est vrai aussi pour le travail de terrain, cf. la dynamique des populations, les manip de capture-marquage-recapture... Et là, il y a un danger redoutable : l'accès possible (par Internet) à certains journaux scientifiques (pas tous !) permet d'acquérir une teinture scientifique ; on se figure alors être un vrai chercheur, car on peut se gargariser de concepts et de considérations glanées dans ces périodiques professionnels. En fait, ce côté « geai paré des plumes du paon » n'est pas nouveau ; chacun pourra se remémorer certains collègues qui décrivaient des sous-espèces sans assise scientifique réelle et se prenaient pour de grands savants... Ce qui est nouveau, c'est la nécessité, évidente à mes yeux, d'un contrôle scientifique sérieux des « périodiques d'amateurs » ; jusqu'à une époque récente, les comités de rédaction (souvent réduits au seul rédacteur en chef) possédaient une compétence suffisante pour filtrer les articles qui leur étaient soumis.

Carcharodus flocciferus.
© A. COSSON.



A l'heure actuelle, si beaucoup de travaux, modestes mais sérieux et informatifs, ne nécessitent pas une compétence particulière pour être révisés, il y en a d'autres qui s'aventurent dans des spécialités plus pointues, qui devraient être évalués par des professionnels, des référés comme on dit.

- Les semi-amateurs, qui correspondent plus ou moins à ces « nouveaux professionnalisés » dont il est question dans le texte de l'UEF. Cela correspond à une demande socio-économique d'expertise. Comme diverses procédures légales relatives aux « aménagements » font appel à des « listes d'espèces protégées », plutôt que de créer des emplois spécialisés, on fait appel à des « amateurs compétents en entomologie systématique » – c'est-à-dire les collectionneurs dont il a été question plus haut ! La rémunération de ces « experts » varie d'une simple autorisation de collecter des insectes jusqu'à des sommes appréciables, permettant à des gens jeunes et motivés de vivre, - assez frugalement ! Malheureusement (à bien des points de vue), ces amateurs sont souvent concurrencés par des gens qui ont suivi une formation universitaire, des docteurs en particulier qui n'ont pas trouvé d'emploi dans la recherche professionnelle ; ils sont parfois, au départ, moins compétents en systématique que les amateurs précités, mais possèdent en revanche une formation théorique dont ces derniers peuvent manquer cruellement.

- Les entomologistes professionnels sont eux aussi un échantillon un peu hétérogène. Les personnels des musées sont, pour certains, engagés dans des recherches de pointe alors que d'autres sont, souvent par manque de moyens, voués à des tâches de conservateurs. Les universitaires sont, eux, de plus en plus chargés de responsabilités pédagogiques, depuis les cours dispensés à des centaines d'étudiants jusqu'à l'encadrement individuels des « diplômés » et des thésards, et de tâches administratives, dont la chasse aux crédits représente une part toujours plus lourde.

- A propos de ces thésards et stagiaires, il faut souligner que ces chercheurs débutants sont très souvent employés comme des petites mains dans le cadre de contrats de recherche. Leur sort dépend beaucoup de la personnalité et des conceptions de leur « patron ». Certains sont exploités, dotés d'un maigre pécule et chargés de débiter une parcelle d'un contrat sous forme d'un « sujet de thèse » souvent inintéressant, en fait une mission d'expertise comme celles dont il a été question plus haut. D'autres, mieux classés, bénéficient d'une allocation de recherche correcte ; c'est la voie royale qui leur assure normalement une carrière scientifique fonction de leurs capacités. Mais certains vont, hélas, rejoindre le contingent de chercheurs précaires dont il a été question plus haut.

- Enfin, il y a les « chercheurs purs »,

membres du CNRS et de l'INRA en particulier. Que l'on ne se figure pas que ces derniers sont libres de leur choix de domaines de recherche : les procédures d'attribution des moyens sont extrêmement directives et orientent les thèmes dans une direction de plus ou moins appliquée ou applicable – ce qui est une tendance non moins récurrente que déplorée par les chercheurs eux-mêmes. Cette tendance est particulièrement forte dans notre pays, pour le plus grand dommage de la recherche entomologique française. J'ajouterai un détail personnel (mais qui peut s'appliquer à d'autres) : dans notre merveilleux pays démocratique, où le travail est fondamentalement assimilé à une torture (tripalium), passée une période limitée d'éméritat, on n'a plus le droit d'être rattaché à une université (comme collaborateur bénévole, bien entendu), donc de faire de la recherche. J'ai récemment participé à un travail avec divers chercheurs et chercheuses internationaux ; ils étaient stupéfaits de voir que je n'ai plus d'affiliation !

Dans les années 90, dans les congrès internationaux, il y avait quand même quelques chercheurs français en plus des gens de mon labo. Maintenant, il n'y a presque plus personne de chez nous, alors que les délégations étrangères sont fournies, y compris venant de pays bien plus petits. Ceux d'entre nous qui continuent à s'intéresser aux papillons le font dans le cadre d'expertises, et non de recherche fondamentale. Ce fait est très général : les disciplines naturalistes sont oubliées dans les priorités nationales.

Il est clair que les désirs, les buts, les ambitions des entomologistes pris dans leur ensemble sont hétérogènes, souvent divergents, voire contradictoires. Il me semble important de définir une plate-forme commune où chacun se retrouverait – cela pourrait d'ailleurs mener à l'exclusion de certains rares marchands-massacreurs honnis depuis la fin du XIX^e siècle (mais en fait très peu nombreux en ce qui concerne la faune française, trop peu rentable). Autre exemple : le pacoulin-entomologiste qui réclame le droit de détruire une population de papillons sur son champ, svenez-vous [l'auteur s'adressait à S. Delmas, NDLR], c'était à la réunion de Grenoble !

Voilà donc les acteurs entomologistes – mais je pense que des sociologues se délecteraient du glomérat que nous constituons !

Du côté des « autres », le public. Le brave quidam plein de bonne volonté y côtoie le jetteur d'anathèmes avide de lapider une cible peu dangereuse, voire le chasseur-gros-con qui vous met en joue (ça m'est arrivé, et le type visait mes jeunes enfants). Une petite remarque : j'ai l'impression que les gens sont moins hostiles qu'il y a quelques années ; en étant optimiste, on peut espérer que c'est parce que l'idée que les insectes disparaissent à cause des chasseurs est maintenant dépassée. Ce regain de compréhension atteint les gardes de parcs et réserves, et autres responsables, qui de plus apprécie la contri-

bution des entomologistes à la gestion. Mais ce n'est pas général : un collègue s'est vu refuser récemment l'accès à une population de *Maculinea*, qu'il suivait, sans capture, bien entendu... Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas pensé à nous adresser au public en tant qu'entomologistes, faire une sorte de lobbying, expliquer ce que nous sommes, à quoi nous pouvons servir (y compris l'intérêt que représente pour la collectivité une collection bien conçue et gérée). Voilà une tâche toute trouvée pour l'UEF ! La forme est à trouver ; bien sûr, il serait ridicule et coûteux de louer une page de pub dans un journal... Mais quand on voit l'intérêt qu'un Dany Lartigue a su susciter, on se rend compte que cette direction n'est pas à négliger.

Autres interlocuteurs à toucher : les politiques. Là encore, il faut faire du lobbying ! Il faudrait chercher des députés, sénateurs, conseillers divers, leur expliquer comme au public notre rôle social. Il serait d'ailleurs intéressant de voir quel accueil nous réserveraient les différentes tendances, de « Chasse-Pêche-Nature et tradition » aux écologistes. En tout cas, il me semble dangereux de laisser aux seuls technocrates ministériels (et surtout Bruxellois) l'initiative de toutes les réglementations.

Dans tous les cas, nous devons faire montre d'une cohérence parfaite, en évitant à tout prix les couacs (style retrait de l'UEF des listes UICN), les tirages à hue et à dia – pas facile...

Que faire ?

En faisant abstraction de nos hétérogénéités, on peut considérer que notre but à tous est d'assurer un maintien optimal de la biodiversité, vue sous l'angle de notre domaine, l'Entomologie.

D'abord, un coup de gueule :

Il semble que l'on n'est pas sorti de la caricature : « bon, d'accord, on ne ferme pas Fessenheim, mais on va faire une nouvelle



Clossiana euphrosyne,
Clossiana selene et
Coenonympha arcania.
© D. DEMERGÉS.

liste d'espèces protégées ». Bien entendu il faudra quand même passer le bulldozer sur le terrain à côté où on veut étendre la centrale – on « compensera » la destruction des stations de *Maculinea* qui étaient dessus (oui, je caricature).

Il y a des exemples beaucoup plus sérieux, qui touchent malheureusement des « espaces naturels gérés », disons des parcs naturels régionaux, des réserves et aussi, hélas, parfois des parcs nationaux. Pour les premiers, je prendrai l'exemple récent de deux excursions que j'ai faites dans le Morvan pour



Nymphalis antiopa.

© D. MOREL ;

Parnassius apollo.

© L. POISNEUF ;

Pseudophilotes baton.

© D. DEMERGÉS.

aller constater où en étaient les populations de *Lycaena helle* et *Proclissiana eunomia* que j'avais introduites là bas, dans les années 70 (ce que je ne pourrais évidemment plus faire maintenant, alors que cela a engendré un bon nombre de publications scientifiques dans des périodiques internationaux). Je connais cette région pour l'avoir fréquentée assidûment dans les années 60 à 70 ; j'avais souvenir d'un *eldorado* de papillons : plein de *Coenonympha tullia* dans les prés tourbeux, encore pas mal de *Boloria aquilonaris* (déjà en régression), et toutes les es-

pèces de plaine et basse montagne considérées comme banales en ce temps-là – et ça grouillait partout. J'y suis retourné durant les printemps 2011 et 2012. C'est maintenant le territoire d'un Parc naturel régional. J'y ai rencontré une situation désespérante. D'abord, les conditions météorologiques : en 2011, une avance stupéfiante de la saison ; tout était calciné. En 2012, c'était l'inverse : en mai, on se croyait en mars ! Je n'avais jamais vu de telles conditions auparavant. Je connaissais un grand nombre de clairières marécageuses, pleines de *Bistortes*, où *helle* et *eunomia* grouillaient autrefois ; je ne pus en retrouver aucune, tout était « fermé », des noisetiers énormes avaient oblitéré tous les espaces ouverts. Ou alors, ces espaces ont

été remplacés par des boisements intensifs de résineux plantés serrés. Un autre habitat était constitué par les « queues de prairies », c'est-à-dire les coins et racoins où les *Bistortes* n'étaient pas broutées. Il y en avait plein autrefois, les troupeaux n'étant pas très denses. Mais maintenant, une nouvelle race de bovins, donnant une viande de qualité supérieure, était installée partout et en densité importante. Du coup, les prés sont tondus à fond, pour la plus grande prospérité des éleveurs : les vieilles fermes d'autrefois, modestes, voire pauvres, sont maintenant prospères, bien équipées et confortables, avec des *Mercédès* au lieu des vieilles guimbardes d'autrefois. Ce qui n'empêche pas le Morvan de perdre une grande partie de ses habitants permanents, exode rural exige.

Quant aux papillons... Un vrai désert. Paradoxalement, le papillon le plus abondant en 2011 était *eunomia*, qui remplaçait même les *Clossiana* si abondantes jadis, *C. euphrosyne* et *selene*. Pauvreté stupéfiante aussi bien en diversité qu'en abondance. D'après R. Essayan (in litteris), 15 espèces de *Rhopalocères* (*B. aquilonaris*, *N. antiopa*, *E. medusa*, *C. glycerion*, *C. arcania*, *C. tullia*, *H. lucina*, *L. alciphron*, *L. hippothoe*, *L. helle*, *P. idas*, *M. arion*, *P. baton*, *C. flocciferus* ainsi que *Z. purpuralis*) se sont éteintes ou raréfiées critiqueusement dans les 20 dernières années dans le Morvan.

On se souviendra que l'objectif des Parcs naturels régionaux est le développement économique – agricole, touristique, culturel, voire industriel – et non la protection de la nature, qui ne fournit qu'un cadre.

Même dans les parcs nationaux, il y a des erreurs de gestion. Par exemple, *Parnassius phoebus gazeli* est sévèrement menacé par une gestion pastorale aberrante, comme d'ailleurs *P. apollo* sur le Causse Méjean. On m'objectera que j'aurais dû participer à la gestion de ces parcs – peut-être, après tout, mais je n'ai jamais été mis en situation de le faire.

A vrai dire, si je devais donner des exemples de zones naturelles bien gérées, je citerais beaucoup de terrains militaires, eh oui, anciens du Larzac...

Comme le temps passe, je vais me restreindre à quelques points essentiels. La « nouvelle UEF » devrait avoir la structure d'une fédération ; elle devrait avoir une charte claire, ratifiée par tous les membres. Il devrait y avoir un « parlement » ou, plus exactement, un conseil ou quelque chose comme ça, qui assurerait démocratiquement la coordination des activités, des interventions des différents acteurs. La charte servirait de référence à l'évaluation de ces activités.

Une question, quand même : quel est, quel pourrait être le rôle de la Société entomologique de France là-dedans ? Je trouve regrettable qu'elle n'ait pas joué un rôle majeur dans l'UEF ; il semblerait même que celle-ci ait pris sa place ; d'ailleurs, je trouve que la situation avec l'ALF est similaire ; et

« *Proserpine* » ? Mais je peux me tromper grossièrement !

Quoi qu'il en soit, idéalement, la « nouvelle UEF » devrait toucher, sinon inclure, tous les entomologistes, y compris les « chasseurs furtifs » dont il a été question plus haut.

Une tâche pratique qui me semblerait essentielle serait de gérer les relations entre les entomologistes et l'administration. J'ai déjà mentionné l'exemple de SHILAP ; à part le fait qu'ils y vont avec la massue pour les frais (mais je suis peut-être un vieux radin), j'ai trouvé ça très pratique et rassurant. Pour ma part, du temps de Robert Guilbot, j'étais tranquille, il savait obtenir rapidement et sans souci les autorisations nécessaires. A l'heure actuelle, Gabriel Nève et moi-même déposons chaque année une demande d'autorisation pour suivre la population de *P. mnemosyne* de la Sainte-Baume. Nous ne recevons pas de réponse, ce que nous ne saurions reprocher à la responsable départementale ou régionale, complètement saturée. Le passage d'une gestion nationale à une gestion régionale est à ce point de vue catastrophique.

D'une manière générale, les entomologistes amateurs ou professionnels ont le plus grand mal à procéder dans la légalité, en face de la lourdeur et de la complexité des démarches. L'été dernier, je me suis trouvé avec un filet dans une réserve naturelle et j'ai rencontré un garde ; après un épisode un peu sec, ce dernier s'est montré collaboratif et fort « sympa », mais il a insisté pour que, la prochaine fois, je fasse une demande un an et demi à l'avance... On sait les aléas associés à nos tâches et l'impossibilité d'établir un plan précis longtemps à l'avance. Que ferai-je si je découvre impromptu un mutant de *P. apollo* (alors même que je sais obtenir quelques œufs – ou un spermatozoïde – en compensant ce prélèvement par un bon repas augmentant la fertilité du papillon, que je relâche) ? Et, si j'ai fait une demande auparavant, mais ne trouve rien, j'aurai l'air malin dans mon rapport...

En tout cas, il est clair qu'une interface entomologistes-administration pourrait rendre de grands services.

Une dernière remarque, celle-là non constructive, hélas : vous faites allusion à des moyens humains. Cela me semble très irréaliste, dans le contexte économique actuel. Si je dois livrer le fond de ma pensée, je reprendrai l'exemple de Fabrice Nicolino (Qui a tué l'écologie ? Édit. LLL, 2011) : « L'image qui s'impose à moi est celle d'une famille de chez nous, grignotant un joyeux pique-nique sur la plage, le dos au tsunami qui approche [...]. Tandis qu'ils déplient leur nappe, pendant qu'ils se pourlèchent les babines une dernière fois, la vague s'apprête à déferler... ». Est-il encore temps pour « faire quelque chose » ? Je le voudrais bien.

HENRI DESCIMON

